

**Art. 3.** A l'annexe, chapitre III, deuxième partie, du même arrêté, modifiée par les arrêtés royaux des 20 février 2003, 25 novembre 2004, 22 décembre 2005, 15 septembre 2006, 11 décembre 2007, 12 mars 2008, 9 février 2009, 29 août 2009, 22 décembre 2009 et 28 avril 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les entrées sous les numéros d'ordre 3 à 6, 11, 12, 16, 19 à 22, 25, 27, 31 à 39, 44, 48, 49, 55 et 56 sont abrogées.

2° Pour les numéros d'ordre 10 et 50, dans la colonne « g » intitulée « Date jusqu'à laquelle la substance peut être utilisée », la date du « 31 décembre 2010 » est remplacée par la date du « 31 décembre 2011 ».

**Art. 4.** Par mesure transitoire, les produits cosmétiques qui ne satisfont pas aux dispositions du présent arrêté peuvent encore être mis dans le commerce par les fabricants ou les importateurs et vendus ou cédés au consommateur final jusqu'au 2 janvier 2012.

**Art. 5.** Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 septembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

**Art. 3.** In de bijlage, hoofdstuk III, tweede deel, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 februari 2003, 25 november 2004, 22 december 2005, 15 september 2006, 11 december 2007, 12 maart 2008, 9 februari 2009, 29 augustus 2009, 22 december 2009 en 28 april 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De vermeldingen met als rangnummers 3 tot en met 6, 11, 12, 16, 19 tot en met 22, 25, 27, 31 tot en met 39, 44, 48, 49, 55 en 56 worden opgeheven.

2° Bij de rangnummers 10 en 50, in de kolom « g » met de benaming « Datum tot wanneer de stof mag worden gebruikt », wordt de datum « 31 december 2010 » vervangen door de datum « 31 december 2011 ».

**Art. 4.** Bij wijze van overgangsmaatregel, mogen cosmetica die niet aan de bepalingen van dit besluit voldoen, nog in de handel worden gebracht door fabrikanten of invoerders en aan de eindverbruiker worden verkocht of geleverd tot 2 januari 2012.

**Art. 5.** De Minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 september 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

F. 2011 — 2711

[C — 2011/24295]

**12 OCTOBRE 2011.** — Arrêté royal déterminant les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement du Fonds des accidents médicaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 108;

Vu la loi du 31 mars 2010 relative à l'indemnisation des dommages résultant des soins de santé, l'article 6, alinéa 2;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juin 2011;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 juillet 2011;

Vu l'accord du secrétaire d'Etat au Budget, donné le 14 juillet 2011;

Vu le protocole du 2 septembre 2011 du Comité du secteur XX;

Vu l'avis 50.294/3 du conseil d'Etat, donné le 20 septembre 2011, conformément à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'exécution du présent arrêté, on entend par :

1° « la loi » : la loi du 31 mars 2010 relative à l'indemnisation des dommages résultant des soins de santé;

2° « le Ministre » : les Ministres qui ont dans leurs attributions la Santé publique et les Affaires sociales;

3° « le Fonds » : le Fonds des accidents médicaux visé à l'article 6 de la loi;

4° « le conseil d'administration » : le conseil d'administration du Fonds visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi;

5° « le président » : le président du conseil d'administration ou celui qui le remplace.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

N. 2011 — 2711

[C — 2011/24295]

**12 OKTOBER 2011.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de regelen betreffende de organisatie en de werking van het Fonds voor de medische ongevallen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, de artikelen 37 en 108;

Gelet op de wet van 31 maart 2010 betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg, artikel 6, tweede lid;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11, § 1, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juni 2011;

Gelet op de goedkeuring van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 juli 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 14 juli 2011;

Gelet op het protocol van 2 september 2011 van het sectorcomité XX;

Gelet op advies 50.294/3 van de raad van State, gegeven op 20 september 2011 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 31 maart 2010 betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg;

2° « de Minister » : de Ministers bevoegd voor Volksgezondheid en Sociale zaken;

3° « het Fonds » : het Fonds voor de medische ongevallen, bedoeld in artikel 6 van de wet;

4° « de raad van bestuur » : de raad van bestuur van het fonds, bedoeld in artikel 7, § 1, van de wet;

5° « de voorzitter » : de voorzitter van de raad van bestuur of diegene die hem vervangt.

CHAPITRE II. — *Compétence et fonctionnement du conseil d'administration**Section 1<sup>re</sup>. — Compétence du conseil d'administration*

**Art. 2.** Le conseil d'administration exerce le pouvoir de nomination au sens de l'article 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

**Art. 3.** Sous réserve des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et du présent arrêté, le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration du Fonds.

**Art. 4.** Le conseil d'administration peut soumettre au Ministre des propositions de modification aux lois ou aux arrêtés qu'il est chargé d'appliquer. Si une proposition n'a pas recueilli l'unanimité, le rapport au Ministre expose les différents avis exprimés.

Le conseil d'administration peut aussi adresser au Ministre des avis sur toutes propositions de loi ou sur tous amendements concernant la législation qu'il est chargé d'appliquer et dont le parlement est saisi.

**Art. 5.** Sauf en cas d'urgence, le Ministre soumet à l'avis du conseil d'administration tout avant-projet de loi ou projet d'arrêté réglementaire tendant à modifier la législation ou la réglementation que le Fonds est chargé d'appliquer ou concernant la structure du Fonds.

Le conseil d'administration donne son avis dans le délai d'un mois. A la demande du Ministre, ce délai peut être réduit à dix jours francs.

Si le Ministre invoque l'urgence, il en informe le président du conseil d'administration.

**Art. 6.** Le conseil d'administration est tenu de donner au Ministre le plan de financement de toute modification qu'il propose à la législation en vigueur et qui entraîne des charges financières supplémentaires.

*Section II. — Fonctionnement du conseil d'administration*

**Art. 7.** En cas d'empêchement du président, ses compétences sont exercées par vice-président ou en son absence, par le membre le plus âgé du conseil d'administration.

**Art. 8.** Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président.

Il se réunit au moins deux fois par an.

Il se réunit sur demande de son président, du Ministre, du directeur général ou de trois de ses membres.

**Art. 9.** Le président fixe l'ordre du jour dans la convocation.

Lorsque le conseil d'administration est convoqué, conformément à l'article 8, alinéa 3, l'ordre du jour contient d'office les points soulevés par la partie requérante.

**Art. 10.** Le conseil d'administration délibère valablement lorsque, outre le président, au moins la moitié des membres sont présents.

Si lors d'une réunion du conseil d'administration, le quorum visé à l'alinéa précédent n'est pas atteint, les membres sont à nouveau convoqués dans les plus brefs délais avec le même ordre du jour. Si lors de cette nouvelle réunion le quorum visé à l'alinéa précédent n'est pas atteint, le conseil d'administration délibère valablement.

Les réunions ne sont pas publiques.

**Art. 11.** Le conseil d'administration fixe son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du conseil d'administration dans les conditions visées à l'article 8;

2° la manière de voter au sein du conseil d'administration, étant entendu que les propositions ne peuvent être approuvées que si elles obtiennent la majorité des voix des membres présents du conseil d'administration;

3° les conditions dans lesquelles le conseil d'administration peut se faire assister par des techniciens ou faire appel à des personnes spécialement compétentes pour l'examen de questions particulières.

**Art. 12.** Le conseil d'administration désigne parmi les membres du personnel du Fonds la personne chargée du secrétariat du conseil.

HOOFDSTUK II. — *Bevoegdheid en werkwijze van de raad van bestuur**Afdeling I. — Bevoegdheid van de raad van bestuur*

**Art. 2.** De raad van bestuur is de benoemende overheid in de zin van artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

**Art. 3.** Onder voorbehoud van de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en dit besluit, beschikt de raad van bestuur over alle bevoegdheden welke voor het beheer van het Fonds nodig zijn.

**Art. 4.** De raad van bestuur kan aan de Minister voorstellen doen tot wijziging van de wetten en besluiten met de toepassing waarvan het Fonds belast is. Indien een voorstel niet eenparig wordt aanvaard, zal het verslag aan de Minister de verschillende uitgebrachte adviezen uiteenzetten.

De raad van bestuur kan ook aan de Minister adviezen doen toekomen over alle wetsvoorstellen of amendementen betreffende de wetgeving met de toepassing waarvan het Fonds belast is en die bij het parlement aanhangig zijn.

**Art. 5.** Behoudens in spoedeisende gevallen, onderwerpt de Minister aan het advies van de raad van bestuur elk voorontwerp van wet of ontwerp van reglementair besluit, of verordening tot wijziging van de toe te passen wetten of verordeningen, waarmee het Fonds belast is, of betreffende de structuur van het Fonds.

De raad van bestuur geeft zijn advies binnen één maand. Op verzoek van de Minister, kan deze termijn tot tien vrije dagen worden verminderd.

Indien de Minister de dringende noodzakelijkheid inroept, brengt hij de voorzitter van de raad van bestuur hiervan op de hoogte.

**Art. 6.** De raad van bestuur is gehouden aan de Minister het financieringsplan te geven van elke wijziging die hij voorstelt in de bestaande wetgeving en die bijkomende financiële lasten ten gevolge heeft.

*Afdeling II. — Werkwijze van de raad van bestuur*

**Art. 7.** In geval de voorzitter is verhinderd, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de ondervoorzitter of, bij zijn afwezigheid, door het oudste lid van de raad van bestuur.

**Art. 8.** De raad van bestuur vergadert na oproeping door zijn voorzitter.

De raad komt tenminste tweemaal per jaar samen.

De raad vergadert op verzoek van zijn voorzitter, de Minister, de directeur-generaal of drie van zijn leden.

**Art. 9.** De voorzitter stelt de agenda vast in de oproeping.

Wanneer de raad van bestuur wordt bijeengeroepen, overeenkomstig artikel 8, derde lid, bevat de agenda in ieder geval de door de verzoekende partij geponeerde punten.

**Art. 10.** De raad van bestuur beraadslaagt geldig wanneer naast de voorzitter, ten minste de helft van de leden aanwezig is.

Indien tijdens een vergadering van de raad van bestuur het quorum, zoals bedoeld in voorafgaand lid, niet is bereikt, worden de leden zo spoedig mogelijk opnieuw opgeroepen met dezelfde agenda. Indien tijdens deze nieuwe vergadering het quorum, zoals bedoeld in voorafgaand lid, niet is bereikt, beraadslaagt de raad van bestuur geldig.

De vergaderingen zijn niet openbaar.

**Art. 11.** De raad van bestuur stelt zijn huishoudelijk reglement op, waarin hij ondermeer :

1° de regelen opstelt in verband met de bijeenroeping van de raad van bestuur overeenkomstig de voorwaarden zoals bedoeld in artikel 8;

2° de wijze van stemmen in de raad van bestuur bepaalt, met dien verstande dat de voorstellen slechts kunnen worden goedgekeurd wanneer zij de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden van de raad van bestuur behalen;

3° bepaalt onder welke voorwaarden de raad van bestuur een beroep op technici of bijzonder bevoegde personen kan doen voor het onderzoek van speciale vraagstukken.

**Art. 12.** De raad van bestuur wijst onder de leden van het personeel van het Fonds de persoon aan die het secretariaat van de raad waarneemt.

CHAPITRE III. — *La gestion journalière*

**Art. 13.** La gestion journalière du Fonds est assurée par un directeur général, assisté par un directeur général adjoint.

**Art. 14.** Les compétences du directeur général comprennent entre autre;

1° les actes, décisions, avis et toutes autres démarches à prendre dans les dossiers individuels dans le cadre des procédures organisées par les chapitres II et IV de la loi.

2° l'introduction, le suivi et la prise de toutes autres décisions utiles concernant les actions en justice relatives aux procédures précitées, sans autorisation préalable ni ratification ultérieure du conseil d'administration.

Ces pouvoirs sont exercés sans préjudice des compétences propres du conseil d'administration, et sous son contrôle.

**Art. 15.** Le directeur général exécute les décisions du conseil d'administration; il donne à ce dernier toutes informations et soumet toutes propositions utiles au fonctionnement du Fonds.

Il assiste aux réunions du conseil d'administration.

Il dirige le personnel et assure, sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration, le fonctionnement du Fonds.

Le conseil d'administration peut lui déléguer d'autres pouvoirs déterminés.

Pour faciliter l'expédition des affaires, le conseil d'administration peut, dans les limites et conditions qu'il détermine, autoriser le directeur général à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés, ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

Sans préjudice de l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le directeur général représente le Fonds dans les actes judiciaires et extrajudiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte, sans avoir à justifier d'une décision du conseil d'administration.

**Art. 16.** En cas d'empêchement du directeur général, ses compétences sont exercées par le directeur général adjoint, ou en son absence, par un membre du personnel du Fonds désigné par le conseil d'administration.

Le directeur général adjoint ou celui qui le remplace, assiste aux réunions du conseil d'administration.

CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire, diverse et finale*

**Art. 17.** Le personnel mis à disposition du Fonds par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité en application de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi, ne peut l'être que pour une période maximale de deux ans.

**Art. 18.** Le Fonds a son siège dans le territoire de la Région de Bruxelles-capitale.

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 20.** Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
chargée de l'Intégration sociale,  
Mme L. ONKELINX

HOOFDSTUK III. — *Het dagelijks bestuur*

**Art. 13.** Het dagelijks bestuur van het Fonds is verzekerd door een directeur-generaal, bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal.

**Art. 14.** De bevoegdheden van de directeur-generaal omvatten ondermeer :

1° de handelingen, beslissingen, adviezen en alle andere stappen te nemen in de individuele dossiers in het kader van de procedure vastgelegd door hoofdstukken II en IV van de wet.

2° het invoeren, opvolgen en het nemen van alle andere nuttige beslissingen aangaande de rechtsvorderingen met betrekking tot bovenstaande procedures, zonder voorafgaande toestemming of latere bekrachtiging van de raad van bestuur.

Deze bevoegdheden worden uitgeoefend zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de raad van bestuur en onder zijn controle.

**Art. 15.** De directeur-generaal voert de beslissingen van de raad van bestuur uit; hij verstrekt de raad alle inlichtingen en legt hem alle voorstellen voor die voor de werking van de instelling nuttig zijn.

Hij woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij.

Hij leidt het personeel en zorgt voor de gang van zaken, onder het gezag en de controle van de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan hem andere vastgestelde bevoegdheden overdragen.

Voor een vlottere gang van zaken kan de raad van bestuur binnen de grenzen en voorwaarden die hij vaststelt, de directeur-generaal machtigen een deel van de hem verleende bevoegdheden en het ondertekenen van sommige stukken en brieven over te dragen.

Onverminderd artikel 14, eerste lid, 2°, vertegenwoordigt de directeur-generaal het Fonds in de gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen, en treedt rechtsgeldig op in naam van de raad van bestuur, en voor diens rekening, zonder dat hij zulks door een beslissing van de raad van bestuur moet staven.

**Art. 16.** In geval de directeur-generaal is verhinderd, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-directeur-generaal of, bij zijn afwezigheid, door een personeelslid van het Fonds, dat door de raad van bestuur wordt aangewezen.

De adjunct-directeur-generaal of diegene die hem vervangt, woont eveneens de vergaderingen van de raad van bestuur bij.

HOOFDSTUK IV. — *Diverse overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 17.** Het personeel dat krachtens artikel 11, § 1, van de wet door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering ter beschikking van het Fonds wordt gesteld kan dat maar voor een maximumperiode van twee jaar zijn.

**Art. 18.** Het Fonds heeft zijn zetel op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 20.** De Minister bevoegd voor Sociale Zaken en de Minister bevoegd voor Volksgezondheid zijn, elk voor wat hen betreft, met de tenuitvoerlegging van dit besluit belast.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
belast met Maatschappelijke Integratie,  
Mevr. L. ONKELINX